



## **Réponse du groupe Iliad à la consultation relative à la modélisation technico-économique des coûts de la terminaison d'appel fixe**

Free approuve les caractéristiques retenues par l'ARCEP, notamment la date d'entrée sur le marché ainsi que celle de lancement des services. Ces caractéristiques correspondent en effet à ce qui a été constaté sur le marché français, reconnu pour avoir été un marché dans lequel, sous l'impulsion d'opérateurs alternatifs efficaces (neuf cegetel et le Free) des réseaux de nouvelle génération se sont développés avec succès puisque le trafic VLB dépasse désormais le trafic généré par le réseau d'ancienne génération de l'opérateur historique.

L'équi-répartition des parts de marché conduit à des parts de marché trop faibles puisque cinq opérateurs sont envisagés par l'ARCEP. Il nous semblerait raisonnable de considérer, pour ce cycle d'étude, une équipartition à 3 opérateurs, ce qui traduirait probablement mieux la dynamique du marché français.

Toutes les offres de gros utilisées par le Groupe ILIAD sont réputées orientées vers les coûts, notamment l'accès à la boucle locale métallique et aux infrastructures physiques constitutives de la boucle locale ainsi que l'accès DSL ou la terminaison d'appels vocale. Nous ne comprenons pas vraiment pourquoi la modélisation d'un opérateur se reposant sur les offres de gros de France Télécom pourrait conduire en sortie de modèle à des tarifs incrémentaux de terminaison d'appel non conformes à la Recommandation de la Commission. Retenir un développement autour des offres de gros d'accès aurait le mérite d'une mise en œuvre simple.

L'ARCEP propose de segmenter en 4 géotypes les nœuds du réseau d'accès. Il nous semble que les géotypes 1 et 2 pourraient être fusionnés. En effet, le découpage proposé semble artificiel puisqu'il repose sur des décisions de désinvestissements prises par l'opérateur historique. Une autre option serait de considérer le géotype 1 comme celui regroupant les NRA dans lesquels aussi bien des commutateurs de troisième



génération (AXE 10 et E10B3) mais également des commutateurs de seconde génération (MT25) étaient également en exploitation à la fin des années 90. A cet égard, il convient de se reporter aux annexes du catalogue d'interconnexion de France Télécom de 1999.

L'ARCEP propose de ne pas retenir l'option consistant à calculer une TA pour la métropole et une TA pour les territoires ultramarins. Free approuve ce choix. En effet, rien ne distingue sur le plan technique le réseau d'accès et de collecte dans les territoires ultramarins. Il semblerait d'ailleurs que la topologie du réseau de collecte pour desservir des NRA situés sur le pourtour d'îles volcaniques soit plus simple qu'en métropole.

Free souhaite que le nombre de points d'interconnexion pertinents à retenir dans le modèle soit fixé à moins de 6. en effet, la structure actuelle de certaines offres d'interconnexion d'opérateurs (France Télécom, SFR) vise à augmenter artificiellement le nombre de points d'interconnexion dans l'unique but de protéger un marché de transit non régulé. En tout état de cause, Free fournit un service de TA reposant sur 3 à 4 points d'interconnexion, traitant plus de 150 millions de communications par mois. Il ne nous semblerait pas justifié de considérer que l'architecture telle architecture serait inefficace ou peu robuste.

L'ARCEP propose de retenir que l'opérateur générique fournit la gamme la plus large de services sur son réseau convergent. Free approuve ce choix, cohérent avec ce qui est observé sur le marché.

L'ARCEP propose de retenir un compromis entre la simplicité du modèle et la précision et robustesse des résultats que le modèle peut fournir. Free approuve les options retenus par l'ARCEP notamment ceux portant sur l'exclusion de la boucle locale, la stabilité de la délimitation entre la boucle locale et le réseau générale ainsi que la topologie du réseau de collecte, déjà modélisé de manière cohérente par l'ARCEP.